



Imprimer cet article publié le 22-02-2011 sur le site www.la-croix.com

la-Croix.com



Dans le Val-d'Oise, l'UMP compte reprendre l'avantage

Entre les champs de céréales et l'aéroport international de Paris-Charles-de-Gaulle, 19 cantons sur 39 sont remis en jeu.

La majorité tient à un fil. Dirigé pendant quarante ans par la droite, le département du Val-d'Oise est passé à gauche, à un siège près, lors des élections cantonales de 2008. Trois ans plus tard, basculera-t-il à nouveau ? L'UMP, en tout cas, nourrit l'espoir d'une reconquête. « Nous avons une bonne chance de gagner », assure Axel Poniatowski, député et maire de L'Isle-Adam qui préside l'UMP 95.

« La droite a désigné ce département comme cible et enjeu national. Mais sur le papier, je ne devrais pas perdre de cantons ; je devrais même raisonnablement en gagner trois, la Vallée-du-Sausseron, Marines et Montmorency », affirme au contraire Didier Arnal, président PS du conseil général, en lice dans le canton de Sarcelles-Sud-Ouest les 20 et 27 mars.

Chaque camp semble certain de l'emporter, mais le jeu est bien plus serré qu'il n'y paraît. Lors d'une élection partielle en septembre 2009, l'UMP a repris au PCF le canton d'Argenteuil-Est et, depuis, la majorité de gauche ne tient que par le ralliement d'un élu indépendant, Robert Daviot, ex-RPR passé par le MoDem.

La droite croit possible de l'inverser en misant sur une stratégie locale

Le curseur est ainsi maintenu à 20 sièges sur 39 en faveur des socialistes et de leurs partenaires communistes et radicaux de gauche. Mais la droite croit possible de l'inverser en misant sur une stratégie locale. « Nous avons 19 candidats, nous faisons 19 campagnes de terrain sur des enjeux spécifiquement locaux », insiste Axel Poniatowski.

Le patron de la fédération UMP met la priorité sur la sécurité, l'éducation, le social et l'aide aux communes, dont il fustige le « système de contractualisation » mis en place par la gauche. Selon lui, la droite pourrait gagner dans les cantons d'Argenteuil-Nord, Franconville, Garges-lès-Gonesse-Est, Magny-en-Vexin et Sannois.

Et si la situation est plus difficile, elle aurait aussi des chances à Argenteuil-Ouest, Écouen, Gonesse et Sarcelles-Nord-Ouest. Évidemment, prendre un canton de Sarcelles et le Val-d'Oise, fief du directeur général du Fonds monétaire international Dominique Strauss-Kahn, aurait une portée hautement symbolique.

En face, l'équipe sortante est confiante en attendant de recevoir le soutien des ténors du PS, Martine Aubry, Ségolène Royal et François Hollande. Pour se rassurer, elle invoque les statistiques : depuis 1998, tous les départements qui ont basculé à gauche, avec une voix de majorité la première fois, ont toujours confirmé la fois suivante.

Craintes d'une forte abstention et d'un renforcement du Front national

Cependant, des villages de l'Est aux cités de banlieue du Sud, l'électorat est disparate, tandis que le contexte économique et social local demeure fragile. Le Val-d'Oise, comme une trentaine d'autres départements, connaît de grandes difficultés financières. Ses élus, qui mettent en cause le désengagement de l'État, réclamaient l'an dernier à celui-ci 120 millions d'euros.

Par ailleurs, le département a été quelque peu oublié dans les projets de transports du Grand Paris. Toutefois, avec le soutien de Jean-Paul Huchon, président PS de la région Île-de-France, Didier Arnal se prévaut d'avoir arraché 3 milliards d'euros d'investissements pour les routes, les bus, les RER, les trains et les tramways, ainsi qu'une modification du tracé du métro automatique et des compensations dans le domaine du numérique.

Le président sortant compte sur ces prochaines réalisations importantes pour mobiliser acteurs locaux et électeurs. Car, dans le Val-d'Oise comme ailleurs, les craintes d'une forte abstention et d'un renforcement du Front national existent. Les inconnues, en outre, restent le poids du climat national et les inquiétudes suscitées par la réforme territoriale comme par la dégradation des finances locales.

Corinne LAURENT